

Cahier des charges

Audit Opinion 2023

Juillet 2024

1) Introduction

Expertise France (ci-après « EF ») gère la mise en œuvre de projets financés ou cofinancés par l'Union Européenne (ci-après « l'UE ») dans les pays partenaires. Ces fonds de l'UE sont mis en œuvre en suivant les procédures propres à l'entité qui ont été évaluées et jugées équivalentes à celles de la Commission européenne à travers une « accréditation à la gestion de piliers ». Cette évaluation a porté sur les huit piliers suivants :

- contrôle interne,
- comptabilité,
- contrôle externe indépendant,
- subventions,
- passation de marchés,
- exclusion à l'accès des financements,
- publication des informations sur les destinataires des fonds, et
- protection des données personnelles.

La Commission européenne a informé EF par lettre du 16 Novembre 2021 le résultat positif pour tous les huit piliers évalués, dont les cinq premiers avaient déjà été une première fois évalués positivement dès 2014 et 2015¹.

Sur la base de ces résultats, dans le cadre de la modalité de gestion dite « gestion indirecte », l'UE signe avec EF en tant qu'agence accréditée des délégations de fonds basés sur deux modèles contractuels distincts :

- De 2015 à 2019, les conventions de délégation dites PAGODA (PAGODA I, puis PAGODA II) ;
- Depuis 2019, des conventions de contribution.

La mise en œuvre des projets basées sur les conventions de délégation dites PAGODA d'Expertise France financés ou cofinancés par l'UE est régie par les accords et documents suivants :

- Pour les conventions PAGODA (version 1, appliquée à partir de novembre 2015), l'Accord-cadre administratif (Framework Administrative Agreement) signé entre la Commission européenne avec EF et d'autres agences Européennes, daté du 9 novembre 2015 (ci-après le «FAA»), et le modèle de convention de délégation afférent (conditions particulières, conditions générales et autres annexes);
- Pour les conventions PAGODA (version 2, appliquée à partir de décembre 2016 en remplacement de la version 1), l'Arrangement-cadre (Framework Arrangement) signé entre la Commission européenne avec EF et d'autres agences Européennes, daté du 22 décembre 2016 (ci-après le «FA»), et le modèle de convention de délégation afférent (conditions particulières, conditions générales et autres annexes) ;
- le manuel PAGODA de la Commission européenne Version 1.1. de juin 2015 ;
- le manuel PAGODA 2 de la Commission européenne applicable à partir de 2016.

¹ Expertise France – AFETI, créée en 2015, bénéficiait des accréditations de FEI (évaluée en 2012) et ADETEF (évaluée en 2011). L'agence a été de nouveau accréditée sur les anciens et nouveaux piliers en novembre 2021.

(l'ensemble désigné ci-après «Obligations contractuelles PAGODA»).

2) Objet des contrôles et opinion d'audit

Depuis l'adoption du modèle de convention PAGODA fin 2015, les entités accréditées sont tenues de fournir annuellement une déclaration de gestion (**management declaration**) sur la régularité de la mise en œuvre des projets financés ou cofinancés par l'UE. Cette déclaration recense l'ensemble des contrats mis en œuvre par EF sur délégation de fonds UE soit les conventions dites PAGODA et les conventions de contribution.

Pour les conventions dites PAGODA uniquement, cette déclaration de gestion annuelle doit être accompagnée par **une opinion d'audit (audit opinion)** d'une entité d'audit indépendante (inspection interne indépendante, CAC extérieures, etc.) (Ci-après « l'Auditeur »). *N.B : cette exigence ne s'applique plus aux Conventions de contribution signées depuis 2019.* Ainsi, EF conduit l'exercice annuellement, et ce jusqu'à la clôture du portefeuille de projet signés sous PAGODA – Conventions de Délégation.

L'opinion d'audit doit être établie « *in accordance with internationally accepted audit standards, establishing whether the accounts give a true and fair view, whether the control systems in place function properly, and whether the underlying transactions are managed in accordance with the provisions of this Agreement. The opinion shall also state whether the audit work puts in doubt the assertions made in the management declaration mentioned above.* »

L'objet des contrôles de l'Auditeur est donc la mise en œuvre par EF des projets financés ou cofinancés par l'UE listés en annexe A **selon les procédures de l'agence**, en conformité avec les obligations contractuelles PAGODA (ci-après « Objet des contrôles »).

La responsabilité de l'Auditeur est de fournir **un avis**, avec une assurance raisonnable sur la base de ses travaux, sur le point de savoir si:

- Les informations communiquées conformément aux articles 3 des conditions générales des conventions PAGODA I et PAGODA II pour l'exercice courant du 01/01/2023 au 31/12/2023 sont présentées de manière appropriée et sont complètes et exactes ;
- Les financements ont été utilisés aux fins prévues, telles que définies en annexe I des conventions ;
- Les systèmes de contrôle mis en place offrent les garanties nécessaires de ce que les opérations sous-jacentes ont été gérées conformément aux dispositions de la présente convention ;
- Les procédures d'Expertise France pour exécuter les projets menés sous PAGODA sont en place et ont été appliquées et respectent les règles énoncées à l'article 1.3 des Conditions Particulières de la convention de délégation de l'UE.

(ci-après « les Critères»).

3) Méthodologie

L'Auditeur effectue ses travaux conformément à la norme International Standard on Assurance Engagements (ISAE) 3000 (révisée). Cette norme exige que l'Auditeur planifie et réalise la mission d'assurance afin d'obtenir l'assurance raisonnable que pour tous les points importants les informations contenues dans l'Objet des contrôles répondent aux Critères. Conformément à la norme ISAE 3000, l'Auditeur doit établir une documentation et recueillir des éléments probants suffisants et appropriés pour étayer les constatations de l'évaluation et tirer des conclusions raisonnables sur lesquelles fonder les conclusions de l'évaluation.

L'Auditeur exerce son jugement professionnel pour déterminer si les éléments probants sont suffisants et appropriés pour permettre de conclure que l'Objet des contrôles est conforme aux Critères. Le choix des procédures est laissé à l'appréciation de l'Auditeur, y compris l'évaluation des risques d'anomalies significatives de l'information contenue dans l'Objet des contrôles et en tenant compte des Critères.

Dans le cadre du travail de l'Auditeur, celui-ci réalisera un échantillonnage des contrats de modalité PADA (Delegation Agreement – Convention de Délégation), en cours durant l'année 2023, sur la base de la liste fournie en annexe et servant de base à la déclaration de gestion 2023 présentée par EF à la Commission Européenne.

Cet échantillonnage devra exclure les projets déjà sélectionnés lors de l'exercice précédent. Le nombre de projets sélectionnés représentera **25% du nombre total des projets présentés** dans la liste des conventions de délégation présentées dans la Déclaration de gestion 2023.

La sélection devra faire l'objet d'une discussion préalable avec EF et validation en réunion de lancement afin de garantir une représentativité suffisante des projets mis en œuvre par EF sous cette modalité de gestion en termes de volume, type d'activités, géographie, gérés par une USP ou non, etc.... EF se réserve le droit de refuser la sélection d'un projet en raison des contraintes opérationnelles ou de la disponibilité des équipes.

Pour chaque projet sélectionné, la méthode d'échantillonnage des pièces à contrôler devra faire l'objet d'une discussion préalable avec EF.

4) Livrables

L'Auditeur rendra compte de sa mission conformément à l'ISAE 3000 (révisée) dans un rapport rédigé en langue française. L'Avis sera rendu sous forme d'un rapport word dont le modèle est joint au présent CC.

Les rapports de l'Auditeur ne sont pas destinés à être rendu public, et ne doivent donc être ni publiés ni mentionnés dans un document public.

L'Auditeur accepte la transmission de ses rapports à l'UE, représentée par la Commission européenne, Chef de l'unité des affaires juridiques, DEVCO R / 3, L-41 - 06/130, DG de coopération et de développement international (DEVCO), rue De la Loi, 200, 1049 - Bruxelles (Belgique).

En conclusion de l'exercice, l'Auditeur émettra également à destination de la direction d'Expertise France, une synthèse de recommandations à usage interne, contenant une liste de conclusions et de recommandations pour l'amélioration des procédures et processus de gestion des délégations de fonds de l'UE de l'agence.

5) Déroulement de la mission

La mission sera effectuée au siège d'Expertise France, au 40 boulevard de Port Royal, 75005 Paris.

Les réunions suivantes sont à prévoir, en présentiel au siège de EF ou à distance selon la disponibilité des interlocuteurs :

- Une réunion de lancement avec l'Auditeur et en présence de l'équipe de coordination (voir ci-dessous) ainsi qu'un représentant de la Direction Générale dans les locaux de la structure, au démarrage de la mission pour validation de la sélection des projets et calendrier de la mission et des entretiens,
- optionnel : une réunion de présentation avec l'équipe de chaque projet, sélectionné dans l'échantillon à auditer, est à organiser par l'Auditeur et elle aura pour but de lui présenter le contexte du projet, le calendrier, et ses spécificités si besoin.
- Un entretien avec l'équipe de chaque projet, sélectionné est à organiser par l'Auditeur durant la phase de test.

- Des points d'information réguliers seront prévus avec l'équipe chargée de la coordination et du suivi de la mission.
- Une réunion de restitution, dans les locaux de la structure.

Les principaux services de EF avec lesquels l'auditeur sera emmené à interagir sont les suivants :

- Direction des Opérations / Cellule Audits
- Direction des Opérations / Cellule Contrats et Achats
- Contrôle interne (CI)
- Audit Interne
- Direction des Affaires Juridiques (DAJ)

Ces services composent l'équipe de coordination et de suivi de la mission d'audit.

De plus, l'auditeur sera amené à interagir avec les services suivants (à confirmer en réunion de lancement) :

- DO / Départements Techniques (projets)
- Direction des Affaires Financières (DAF)
- Direction des Systèmes d'Information (DSI)
- Direction des Ressources Humaines

Une liste des interlocuteurs identifiés par EF est annexée, et sera complétée par la liste des interlocuteurs clés des départements techniques **une fois l'échantillonnage des projets réalisée** par l'auditeur. Il conviendra à l'auditeur de prendre attache avec les personnes identifiées pour réaliser les entretiens, et prévenir l'équipe de coordination et suivi de l'audit en cas de non disponibilité et besoin d'identifier d'autres personnes ressource.

6) Etapes et Calendrier indicatif

| Tâche à accomplir | Responsable | Calendrier indicatif |
|--|-------------|------------------------------|
| Phase de planification et de préparation | | |
| Sélection des projets communiquée par GT à EF accompagnée d'une 1ère liste des documents nécessaires par projet pour préparer les test (soit le contrat bailleur, le dernier rapport technique et financier disponible, le journal des dépenses et dernière réconciliation) | GT | Lundi 30 septembre 24 |
| Réunion de lancement pour validation des projets / remise du questionnaire 2A par EF | EF | Lundi 14 octobre 24 |
| Envoi des documents de base des projets sélectionnés | EF | J+1 réunion de lancement |

| | | |
|--|----------|---|
| Période des tests / échantillonnage par projet | EF | J+ 2 à J+ 10 jours ouverts réunion de lancement |
| Période d'entretien avec les équipes des projets sélectionnés et collecte des pièces complémentaires post-échantillonnage Entretiens avec directions à la suite de la revue du questionnaire 2A | EF et GT | + 3 à 6 semaines après réunion de lancement |
| Phase de rédaction du rapport | | |
| Emission d'une première version du rapport provisoire | GT | + 7 semaines réunion de lancement |
| Réunion de revue du rapport provisoire | EF et GT | + 7 semaines |
| Emission du rapport provisoire | GT | + 8 semaines |

7) Annexes

Annexe A – liste des contrats – Conventions de Délégation (PAGoDAs)

Projets
sélectionnés pour
Audit Opinion 22

| Département | Code ATLAS | Reference of Agreement | Country | Project Title | Budget du projet EF | Date de début de la convention | Date de fin de la convention |
|-------------|------------|------------------------|-----------------------------|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|
| DD | 17DDU0C149 | ENI/2018/400-620 | Algeria | Programme d'Appui au secteur de l'agriculture, y compris dans la gestion de l'eau, l'agro-industrie et la pollution agricole (PASA) | 5 850 000 | 01/10/2018 | 31/12/2023 |
| CHDS | 16PSE0C230 | FED/2017/387-453 | Angola | RETFOP – Revitalização do Ensino Técnico e da Formação Profissional | 9 000 000 | 18/09/2017 | 17/09/2023 |
| DD | 16DDU0C205 | FED/2017/390-618 | Côte d'Ivoire (Ivory Coast) | ECLER IVOIRE - programme ENERGOS II | 10 714 000 | 15/11/2017 | 14/09/2023 |
| DD | 6DDU0C206 | FED/2017/394-068 | Haïti | Urbayiti | 11 730 000 | 01/09/2017 | 30/11/2024 |
| GEFI | 17GEF0C263 | FED/2018/399023 | Haïti | SBC II- Gouvernance, Education, Fiscalité et Territoires | 5 500 000 | 07/07/2018 | 12/03/2023 |
| CHDS | 17PSE0C247 | ENPI/2018/402-607 | Jordan | Support to CSOs and De-Institutionalisation with CSOs | 8 000 000 | 12/12/2018 | 31/03/2023 |
| GEFI | 18GEF0C065 | ENI/2018/403-669 | Lebanon | Promotion de la transparence et lutte contre la corruption | 2 471 281 | 01/03/2019 | 31/05/2023 |
| DD | 16DDU0C049 | ENI/2016/372-758 | Lebanon | AT - Supporting the private sector development in Lebanon | 15 000 000 | 25/02/2016 | 25/01/2023 |
| DEPSAN | 18SAN0C075 | ENI/2018/399-479 | Libya | MENDAMI | 1 825 929 | 20/12/2018 | 31/05/2023 |

| | | | | | | | |
|------|------------|---------------------------|-----------------|---|-------------|------------|------------|
| P2S | 17SSE0C182 | T05-EUTF-SAH-ML-06-02-384 | Mali | PARSEC - Phase 2 (Phase 2 de mise en œuvre du Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et de Gao et à la gestion des zones frontalières) | 58 994 891 | 01/08/2017 | 31/12/2023 |
| GEFI | 18GEF0C475 | 2019/405-895 | Mali | Projet d'Appui à la Facilitation des Affaires | 1 310 931 | 18/11/2019 | 31/05/2023 |
| DD | 16DDU0C116 | DCI/2017 / 383 - 960 | Multi-Countries | Euroclima+ Forêts Biodiversité | 11 095 000 | 01/09/2016 | 12/12/2024 |
| DD | 18DDU0C052 | FED/2018/401-492 | Multi-Countries | Caribbean OCTs Resilience, Sustainable Energy and Marine Biodiversity Programme | 36 940 000 | 01/01/2019 | 30/08/2023 |
| DD | 17DDU0C004 | FED/2017/394-670 | Multi-Countries | GCCA+ Alliance Mondiale pour le Changement Climatique Plus | 12 100 000 | 28/12/2017 | 28/05/2023 |
| DD | 18DDU0C471 | CRIS/2018/401- 484 | Multi-Countries | CoM SSA 3 - Convention des Maires en Afrique Subsaharienne phase 3 | 4 720 000 | 01/01/2019 | 30/04/2023 |
| P2S | 16GDH0C213 | LA/2017/385-237 | Multi-Countries | EL PacCTO | 8 000 000 | 14/04/2017 | 31/03/2023 |
| P2S | 16SSE0C063 | IFS/2017/386-953 | Multi-Countries | CFT/AML Countering the Financing of Terrorism/Anti-money laundering | 20 150 000 | 25/09/2017 | 24/06/2023 |
| P2S | 17SSE0C203 | FED/2017/388-647 | Multi-Countries | Appui FCG5 (Appui de l'Union Européenne à la Force Conjointe du G5 Sahel) | 196 363 737 | 28/08/2017 | 27/02/2024 |
| P2S | 17SSE0C076 | IFS/2018/402-982 | Multi-Countries | WECAPS (Port Security in Western and Central Africa) | 8 500 000 | 01/01/2019 | 30/04/2023 |
| P2S | 17SSE0C067 | FED/2018/402-729 | Multi-Countries | OCWAR M Organised Crime West African Response to Money Laundering and the financing of terrorism | 6 750 000 | 15/03/2019 | 31/01/2023 |
| P2S | 17SSE0C068 | FED/2018/402-726 | Multi-Countries | OCWAR C Organised Crime West African Response to Cybersecurity and fight against Cybercrime | 7 500 000 | 01/02/2019 | 31/01/2023 |

| | | | | | | | |
|------|------------|------------------------|-----------------|--|------------|------------|------------|
| GJDH | 17GDH0C054 | T05-EUTF-SAH-REG-12-01 | Multi-Countries | Appui à la lutte contre la traite des êtres humains dans les pays du Golfe de Guinée - TEH | 18 000 000 | 10/01/2019 | 09/01/2023 |
|------|------------|------------------------|-----------------|--|------------|------------|------------|

Annexe B – liste préliminaire des collaborateurs EF à rencontrer

Les principaux services de EF avec lesquels l’auditeur sera emmené à interagir sont les suivants (en vert, équipe de coordination et de suivi de l’exercice). Cette liste sera complétée après échange avec GT et après sélection des projets à inclure dans l’exercice.

| | | | |
|--|--------------------------------------|--|--|
| Direction des Opérations | Direction | Cassilde Brénière (Directrice) Etienne Liberty (Adjoint Directrice) | cassilde.breniere@expertisefrance.fr etienne.liberty@expertisefrance.fr |
| | Cellule Audit | Grégoire (Responsable) | gregoire.schaeffer@expertisefrance.fr |
| | Cellule Contrats et Achats | Clémentine Moiroud (Responsable) Doris Kopiejwski (Chargée de mission Gestion des fonds UE) | clementine.moiroud@expertisefrance.fr doris.kopiejwski@expertisefrance.fr |
| Secrétariat général | Contrôle interne (CI) | Stéphanie Legueret (Responsable) | stephanie.legueret@expertisefrance.fr |
| Direction générale | Audit Interne | Anouar Ben Amar (Responsable) | anouar.ben-amar@expertisefrance.fr |
| Direction des Affaires Juridiques (DAJ) | | Karine Balducci (Directrice) Vincent Lecomte (Directeur adjoint) | karine.balducci@expertisefrance.fr vincent.lecomte@expertisefrance.fr |
| <i>Autres services potentiellement concernés</i> | | | |
| Secrétariat général | Direction des systèmes d’information | Marc PAOLANTONACCI (Directeur) | marc.paolantonacci@expertisefrance.fr |
| Direction des Ressources humaines | | Frédéric Sansier (Directeur) | frederic.sansier@expertisefrance.fr |
| Direction des affaires financières | | Noëlle Giraud (Directrice) | noelle.giraud@expertisefrance.fr |